

Dépêche No. 473 | 20 août 2021

Les Gabonais font peu confiance à la police et à la gendarmerie

Dépêche No. 473 d'Afrobarometer | Judicaël Etsila

Résumé

Dans tous les États, le rôle principal de la gendarmerie et de la police consiste à assurer la sécurité des personnes et des biens et de maintenir l'ordre public. Pour cela, les agents affectés à la sécurisation doivent construire une relation de confiance avec les populations pour susciter leur adhésion.

Au Gabon, cette relation de confiance s'est particulièrement détériorée depuis la décennie 1990. En effet, le retour au système démocratique multipartite a conduit à la multiplication des manifestations de contestation. Ces contestations concernent les revendications politiques notamment lors des périodes électorales ou pour réprover les politiques du gouvernement.

Généralement, les interventions des forces de l'ordre sont remises en cause parce qu'elles sont souvent jugées coercitives. Lors des manifestations, par exemple, l'action des forces de l'ordre est parfois perçue par les populations comme répressive et politique, en faveur des gouvernants. Dans ce cas, la police est qualifiée de « police autoritaire », assimilée au pouvoir (Loquer, 2017 ; Mouloungui Mihindou, 2019).

Le sentiment de défiance envers les forces de l'ordre est renforcé par l'insécurité et les tracasseries (Wali Wali, 2018), surtout si les populations ont l'impression que les agents ne font rien pour endiguer ce phénomène. Bien au contraire, ces derniers sont parfois perçus comme des agents percepteurs et tracassiers abusant de leurs prérogatives (Etsila, 2018).

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer au Gabon montrent que le pays est très peu couvert en postes de police ou de gendarmerie, et les Gabonais affirment leur faible confiance envers les agents des forces de l'ordre de même qu'ils soutiennent que la plupart de ces agents sont impliqués dans les affaires de corruption.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en février 2020. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Deux enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015 et en 2017.

Résultats clés

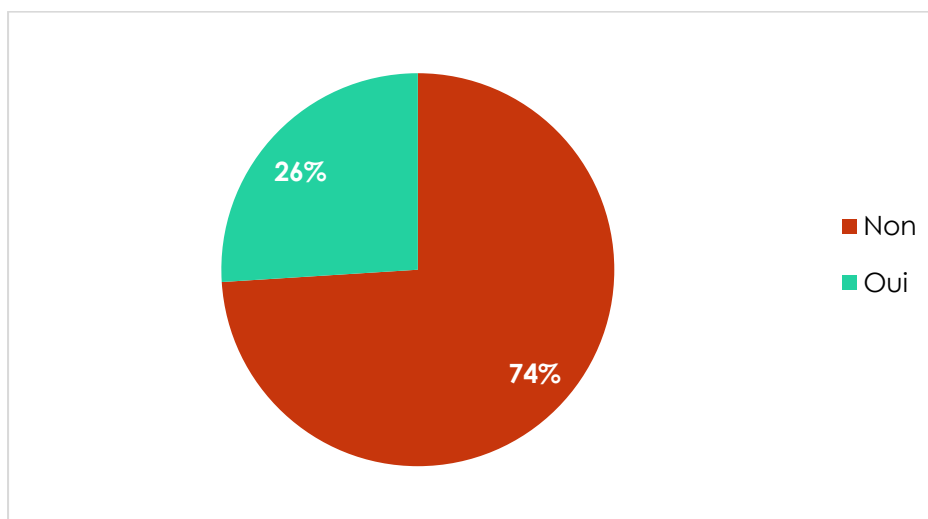
- La plupart (74%) des zones enquêtées ne sont pas pourvus d'un poste de police ou de gendarmerie.
- Trois quarts (75%) des Gabonais disent qu'ils n'ont « pas du tout confiance » ou ont « juste un peu confiance » envers la police et la gendarmerie.
- L'écrasante majorité (98%) des Gabonais pensent qu'au moins « certains » des policiers et des gendarmes sont impliqués dans les affaires de corruption.
- Deux tiers (66%) des citoyens qui ont eu recours à l'assistance de la police au cours de l'année écoulée affirment qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin.
- Près de la moitié (47%) des Gabonais ayant eu recours à l'assistance de la police affirment avoir dû verser un pot-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur pour obtenir l'assistance dont ils avaient besoin.

Absence de la police et de la gendarmerie

Dans un pays où l'insécurité est multiforme et quasi permanente, la police et la gendarmerie constituent les principales forces de protection des populations et du territoire. Avant de commencer l'administration de ses questionnaires dans une zone d'enquête, Afrobarometer demande aux enquêteurs de noter la présence d'infrastructures importantes comme les écoles, les centres de santé et les postes de police. De même, il est demandé aux enquêteurs de signaler s'ils avaient vu des policiers/gendarmes ; aperçu des barrages de police, de gendarmerie ou de l'armée dans les zones d'enquête ; ou identifié leurs véhicules.

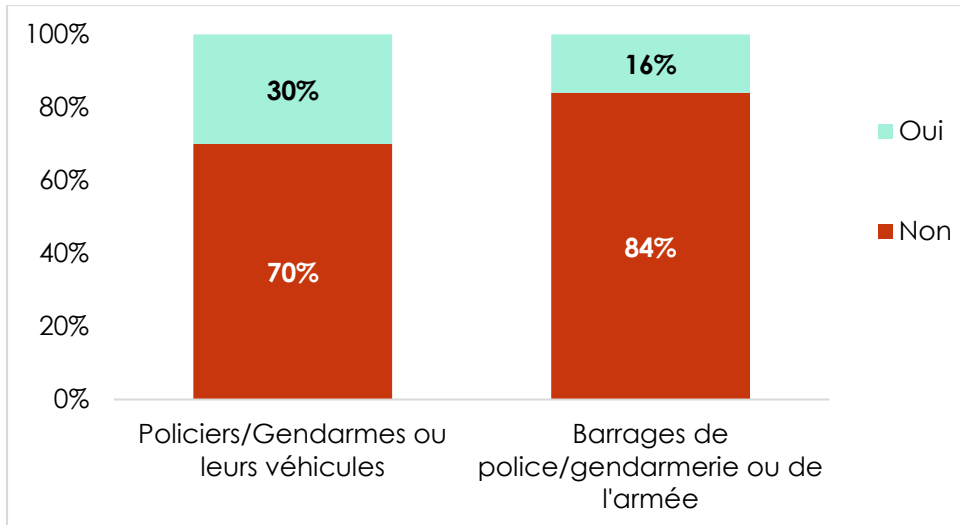
En 2020, seulement un quart (26%) des zones enquêtées avait au moins un poste de gendarmerie ou de police (Figure 1). Dans sept zones sur 10 (70%), les enquêteurs n'ont noté aucune présence des agents de police ou de gendarmerie, ni celle de leurs véhicules. Pour plus de huit zones sur 10 (84%), ils affirment n'avoir pas remarqué la présence des barrages de police/gendarmerie ou de l'armée (Figure 2).

Figure 1: Présence de poste de police ou de gendarmerie dans la zone d'échantillonnage | Gabon | 2020



Question posée aux énumérateurs : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ?

Figure 2: Présence des policiers/gendarmes ou leurs véhicules, des barrages de police/gendarme ou de l'armée dans la zone | Gabon | 2020



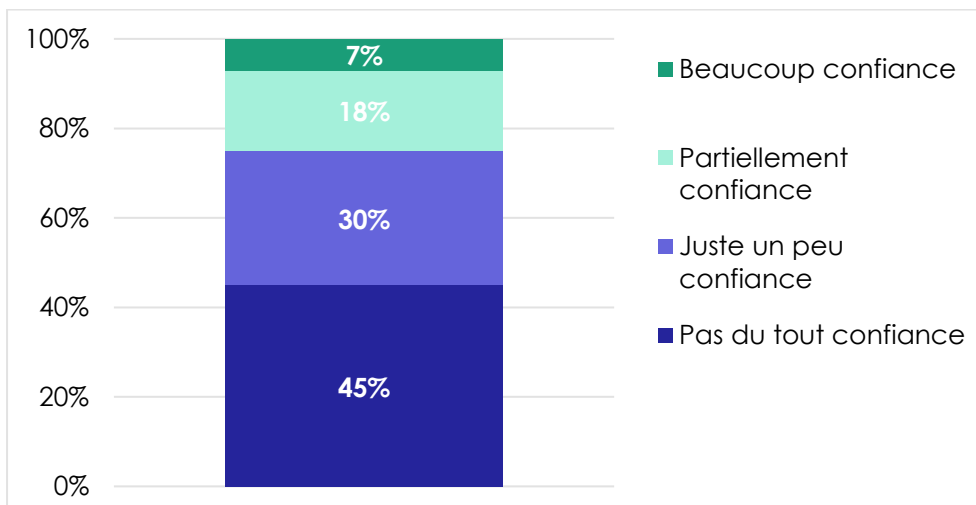
Questions posées aux énumérateurs : Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des barrages de police/gendarmerie ou de l'armée ?

Confiance et corruption à la police et la gendarmerie

Les Gabonais font peu confiance aux policiers et aux gendarmes et jugent qu'ils sont dans une large majorité impliqués dans les actes de corruption. En effet, près de la moitié des Gabonais (45%) ne font « pas du tout confiance » aux agents des forces de l'ordre, et 30% leur font « juste un peu confiance », contre seulement 7% qui leur font « beaucoup confiance » (Figure 3).

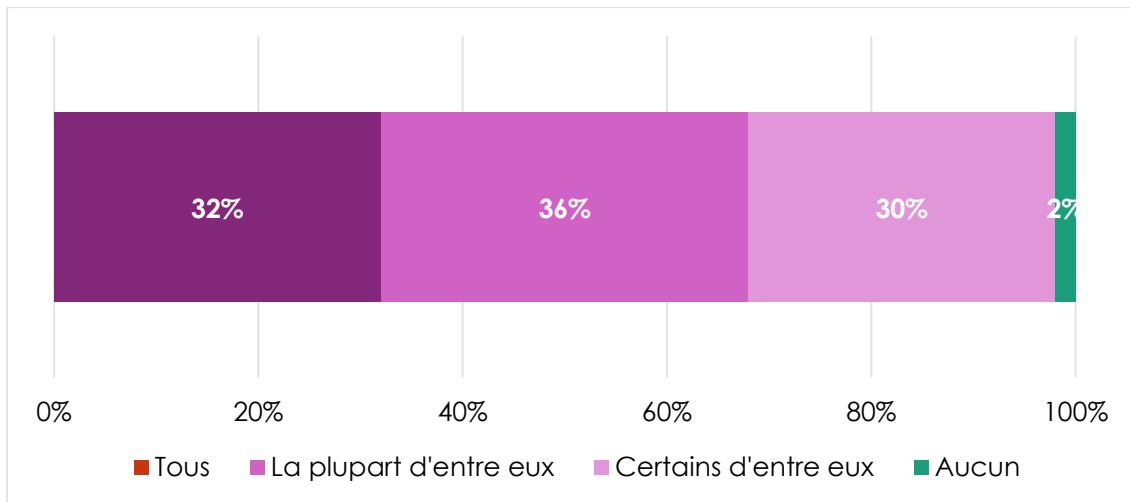
Par ailleurs, deux tiers (66%) des Gabonais estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont impliqués dans les affaires de corruption, en plus des 30% qui pensent que « certains d'entre eux » sont corrompus (Figure 4).

Figure 3: Confiance envers les policiers et gendarmes | Gabon | 2020



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ?

Figure 4: Perception de corruption des policiers et gendarmes | Gabon | 2020

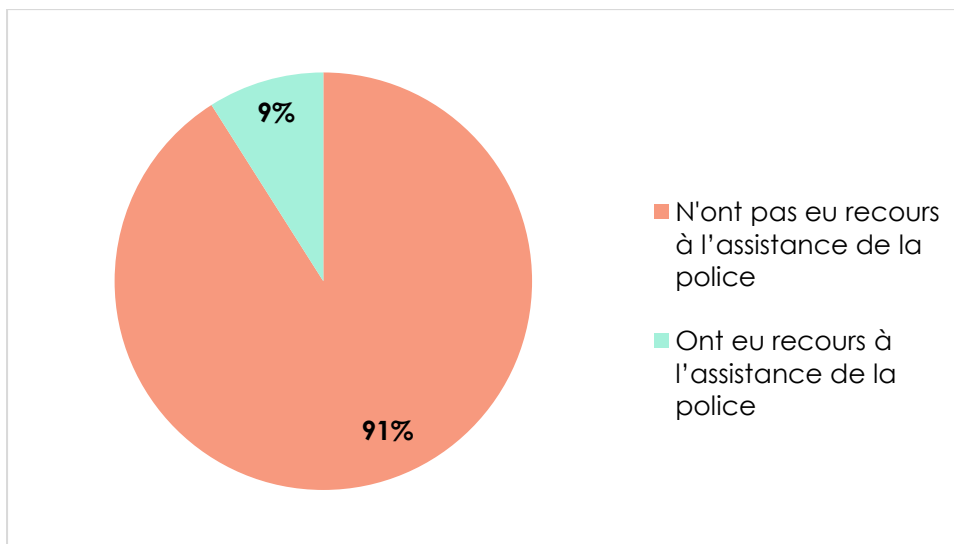


Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les policiers ou gendarmes ?

Avoir recours à l'assistance de la police et faire les cadeaux

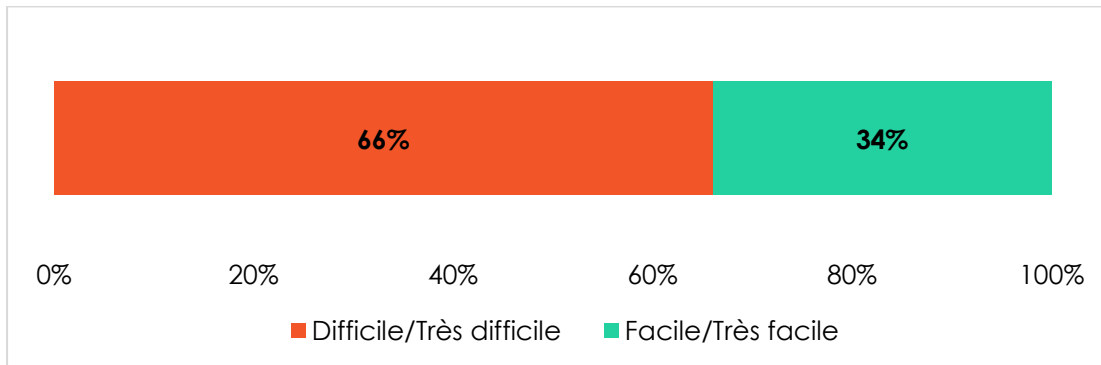
Seulement un Gabonais sur 10 (9%) déclarent avoir eu recours à l'assistance de la police au cours de l'année précédant l'enquête, contre 91% qui n'en ont pas eu recours (Figure 5). Deux tiers (66%) des Gabonais qui disent avoir eu affaire à la police au cours de l'année précédant l'enquête affirment qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin, contre 34% qui estiment qu'il était « facile » ou « très facile » de l'avoir (Figure 6).

Figure 5: Avoir recours à l'assistance de la police | Gabon | 2020



Question posée aux répondants : Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ?

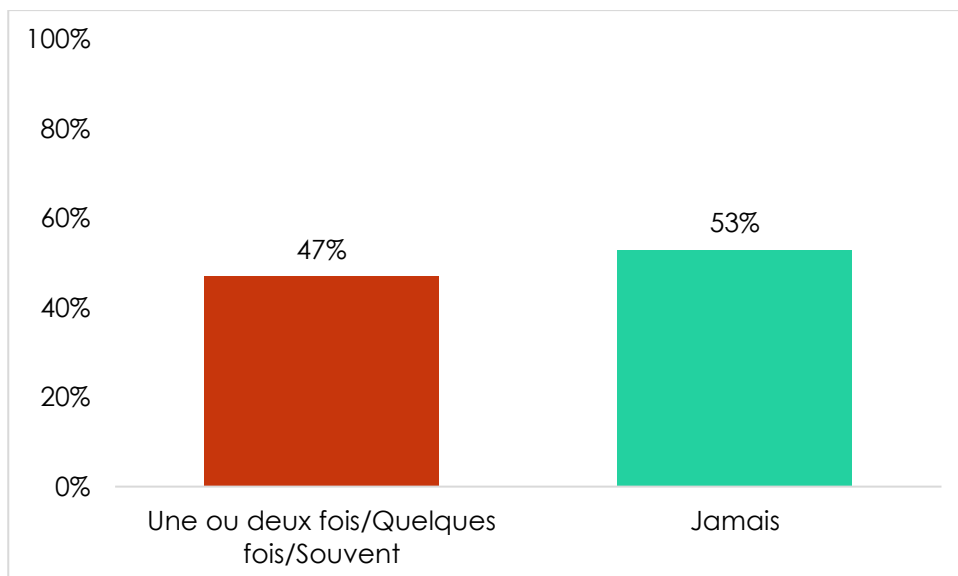
Figure 6: Difficulté d'avoir l'assistance de la police | Gabon | 2020



Question posée aux répondants qui ont eu recours à une assistance de la police au cours de l'année précédente : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)*

Afrobarometer a également cherché à savoir si pour obtenir l'assistance des agents de force de l'ordre, les citoyens ont dû verser des pots-de-vin ou faire des cadeaux ou des faveurs. Les données montrent que près de la moitié (47%) des répondants qui ont eu recours à la police dans les 12 mois précédant l'enquête affirment avoir utilisé de telles méthodes afin d'obtenir des services des agents, contre 53% qui ne l'ont pas fait (Figure 7).

Figure 7: Pot-de-vin pour obtenir l'assistance de la police | Gabon | 2020



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police au cours de l'année précédente : *Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à la police sont exclus.)*

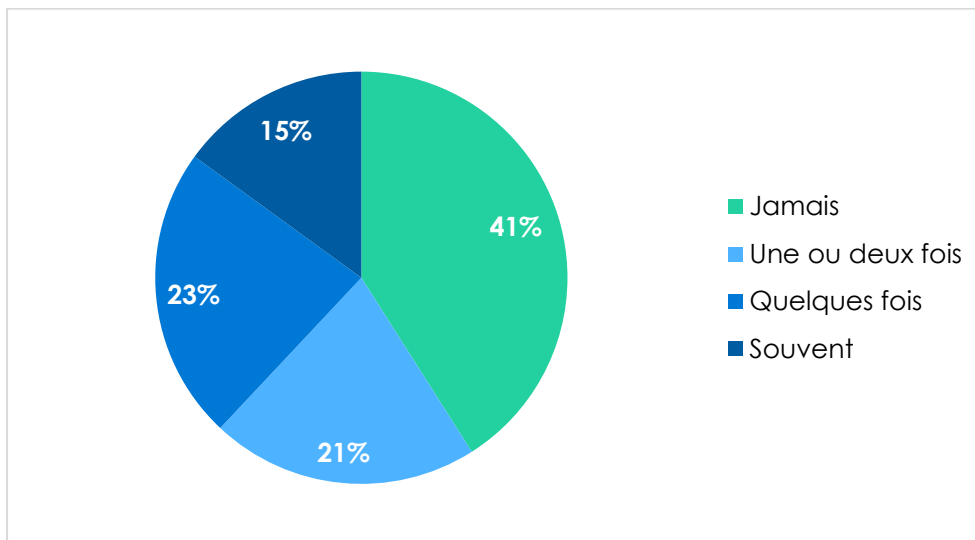
Avoir affaire à la police dans d'autres circonstances et faire les cadeaux pour éviter les difficultés

Par ailleurs, Afrobarometer a voulu savoir si en dehors de solliciter l'assistance d'un policier, les enquêtés ont eu affaire à la police dans d'autres situations tels que les postes de contrôle, les contrôles d'identité ou une enquête au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Les données montrent que la majorité des sondés (59%) admettent avoir eu affaire à la police dans l'une de ces circonstances, contre 41% qui affirment le contraire (Figure 8).

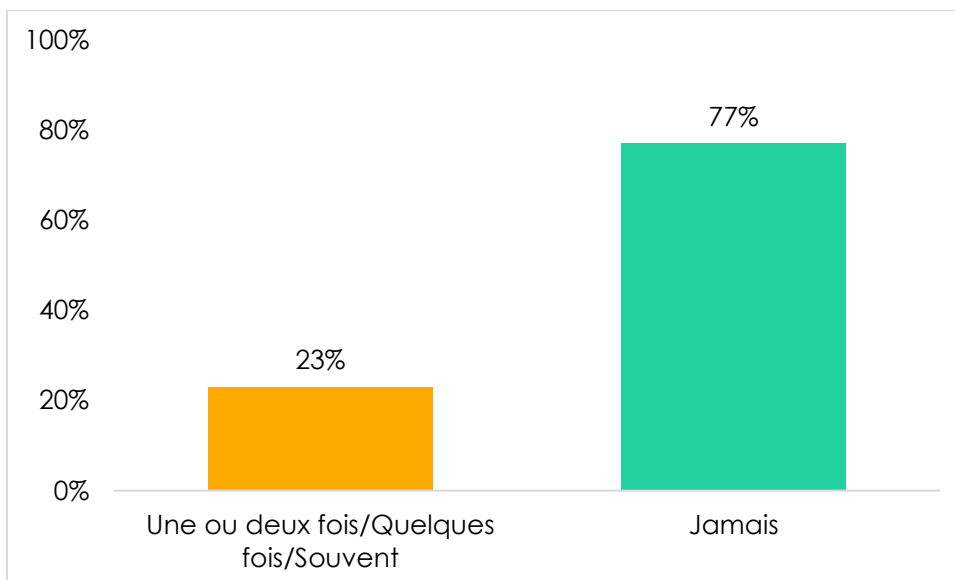
De même, près d'un quart (23%) de ceux qui ont dit avoir eu affaire à la police pour un contrôle ou une enquête disent avoir versé des pots-de-vin ou fait des cadeaux ou des faveurs pour éviter des difficultés (Figure 9).

Figure 8: Avoir affaire à la police dans d'autres circonstances | Gabon | 2020



Question posée aux répondants : Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ?

Figure 9: Pot-de-vin pour éviter les difficultés | Gabon | 2020



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police au cours de l'année précédente : Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à la police sont exclus.)

Conclusion

La question de la confiance entre les forces de l'ordre et les populations est vitale en ce qu'elle est au cœur de l'efficacité de l'action policière. Elle conditionne par ailleurs la légitimité à la fois du pouvoir des agents et du système politique du pays.

La dernière enquête Afrobarometer montre la faible couverture du pays en postes de police et gendarmerie et permet de mettre en évidence le niveau de défiance des citoyens vis-à-vis des agents de police et de gendarmerie. Il est alors important que l'État engage une réflexion avec l'ensemble des parties prenantes pour rétablir la confiance entre les agents de force de l'ordre et les populations en mettant en place par exemple une police de proximité.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Etsila, J. (2018). Jeux avec les règles pénales : Le cas des contrôles routiers au Gabon. *Palabres Actuelles*, 8, 783-800.
- Loquer, M. (2017). Police et population : Quelles améliorations envisageables ? Mémoire, Université Panthéon-Assas-Paris II.
- Mouloungui Mihindou, J. (2019). Rapport police/population : Perspectives d'une police citoyenne à partir de la police gabonaise. Mémoire, Ecole Nationale de Police et de la Formation Permanente, Dakar, Sénégal.
- Wali Wali, C. (2018). La majorité des Gabonais estiment que leur sécurité personnelle s'est dégradée. Dépêche No. 256 d'Afrobarometer.

Judicaël Etsila est chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines et chercheur associé au Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politique et Prospective (CERGP), Gabon. Email: jhettsila@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 473 d'Afrobarometer | 20 août 2021